

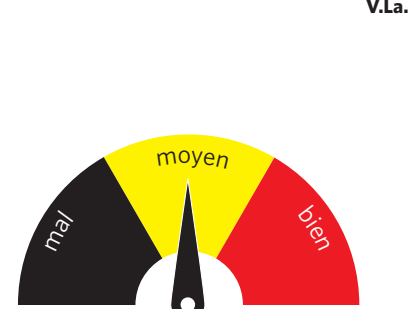
emploi revenus conso logement chiffres enseignement santé seniors mobilité environnement sécurité sport culture bonheur

# Le pays a la tête hors de l'eau mais est loin d'être sauvé

### La Belgique va-t-elle mieux ou moins bien qu'au début de la législature ?

« Le Soir » objective la situation et livre son baromètre, thème par thème. Un état des lieux utile pour suivre la campagne.

Il y a à peine trois ans, les médias étrangers affluaient dans notre pays pour filmer sa dislocation prochaine. Aujourd'hui, le calme semble revenu. Mais, au fond, le pays est-il « stabilisé » comme le répète à l'envi le Premier ministre ? Ou, comme le martèle la N-VA, sommes-nous « un malade en sursis » ? La santé d'un pays se mesure par ailleurs à bien d'autres critères que les stricts aspects politiques ou socioéconomiques. Et là aussi, l'apparente routine masque parfois des urgences criantes ou un dangereux immobilisme. Tous les enjeux de la campagne sont là : thème par thème, dresser le bilan, évaluer les besoins, fixer les priorités.



### Le mal belge

La Belgique va-t-elle mieux ou moins bien qu'au début de la législature ?

- **Premier problème**, pour l'image globale : le point de départ. Nous avons retenu comme référence 2010, pour les sphères fédérales, 2009, pour les matières exclusivement communautaires (la culture, l'enseignement).
- **Deuxième problème**, bien plus aigu et profond : le manque cruel de statistiques récentes, pour objectiver la situation. L'on pourrait croire que les politiques gouvernent, l'œil rivé à leur tableau de bord, l'évolution des indicateurs dans leur domaine. Las, pour certaines matières, les derniers chiffres disponibles remontent... à 2010. Inacceptable à l'ère de l'informatique et de l'exigence de mener les politiques les plus rationnelles et efficaces possibles.

V.L.A.

## économie Bons résultats, effort à poursuivre

En fin de législature, il est tentant, lors de l'état des lieux, d'attribuer toutes les réussites à l'excellence des équipes qui, pendant plusieurs années, ont eu à gérer le pays.

Etienne de Callatj, économiste en chef de la Banque Degroof, se félicite certes que l'économie belge s'en soit finalement mieux tirée que la moyenne européenne. Mais, résistant à la tentation de distribuer bons et mauvais points, il préfère analyser froidement les ressorts de nos performances économiques.

« Si je n'avais droit qu'à un mot, ce serait : mini-Europe. La Belgique est une mini-Europe. Elle ne peut pas aller bien si l'Europe va mal ; elle n'ira pas mal si l'Europe va bien. Et cela relativise la portée économique des scrutins. Quels que soient les résultats qui seront dévoilés le 25 mai au soir, il ne faudra nourrir ni espoir exorbitant ni crainte excessive. Car ce sont les performances de nos voisins qui influencent, de manière déterminante, les nôtres. »

Voilà pour le contexte global.

**Ne pas prendre la grosse tête**

Mais il ne serait pas correct, poursuit l'économiste, d'omettre trois facteurs internes, liés à nos politiques économiques.

« La Belgique est entrée dans la crise avec une situation budgétaire plus favorable que d'autres pays. C'est le fruit des ajustements menés dans les années 90. Et ce, malgré le fait que les deux gouvernements Verhofstadt avaient, entre 2000 et 2008, relâché l'effort. Nous avons donc pu nous permettre

une politique budgétaire moins austère. L'indexation automatique des salaires a également permis de préserver le pouvoir d'achat et la confiance des ménages - et, partant, a soutenu leurs dépenses de consommation et l'activité économique. Et j'ajouterais un troisième élément positif dont nous pouvons être fiers : à la différence d'autres pays, nous avons réussi à maintenir un bon niveau de protection sociale et à limiter le creusement des inégalités. Ce qui est à mettre au crédit d'un système socioéconomique, qui fait l'objet d'un grand consensus dans la population et dont il faut saluer les vertus éthiques, mais aussi économiques. »

Etienne de Callatj met toutefois en garde contre le risque de prendre la grosse tête.

Il note ainsi que nos performances ont, en partie, été flattées. « Quand on dit, par exemple, que l'on a créé

130.000 emplois grâce aux titres-services, c'est faux ! Ces emplois existaient déjà ; ils ont simplement été "légalisés" et ainsi repris dans les statistiques. »

Il rappelle en outre que l'indexation automatique s'est également traduite par une augmentation plus rapide des salaires par rapport à l'étranger. « Nous risquons de le payer en milieu quand elle se demande dans quel pays elle doit, le cas échéant, restructurer ses activités », craint-il.

Enfin, l'économiste en chef de la Banque Degroof insiste aussi sur le fait que l'assainissement budgétaire reste à l'ordre du jour, rappelant que cette semaine, le Conseil supérieur des Finances a chiffré à 12 ou 13 milliards les nouveaux efforts à fournir d'ici 2017.

« Nous n'avons pas trouvé la formule-miracle », conclut Etienne de Callatj. ■

D.B.



Etienne de Callatj est économiste en chef de la Banque Degroof. © THOMAS BLAIRON

## politique Embellie nette, mais passagère ?

Politiquement, le baromètre belge est incontestablement à la hausse. La Belgique est sortie de la plus longue crise politique de son histoire (541 jours). Le pays est donc stabilisé, au moins en apparence, et réformé.

« Exact : la Belgique se porte mieux », souligne Pascal Delwit, politologue à l'ULB (Cevipol). Mieux qu'en 2010 et même mieux que sur toute la période 2004-2011 qui avait été infernale. On est donc sortis d'une période très complexe, paralysante, marquée par des résultats électoraux détonants. »

Une sortie de crise acquise au prix de quelques évolutions marquantes, à commencer par le très symbolique dossier BHV, poison de la rue de la Loi durant de nombreuses années. Mais aussi et surtout une réforme de l'Etat qui, sans avoir métamorphosé le Royaume, y modifie quand même profondément les rapports de force. La Flandre voulait déplacer le centre de gravité, de Bruxelles, capitale fédérale, vers Brussel, capitale de la Flandre ? Les accords institutionnels, présentés comme

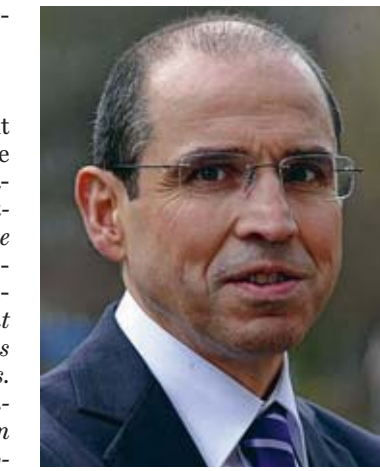
« historiques », sont d'abord et avant tout complexes, car ils éparpillent encore davantage les compétences entre les niveaux de pouvoir. Mais ils marquent quand même deux tournants dans l'histoire belge : d'une part, la Flandre pèsera, budgétairement parlant, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, plus que l'Etat fédéral et d'autre part, les transferts de compétences mordent, pour la première fois, dans la Sécurité sociale, dont 15 % du budget bascule vers les Communautés.

**Des partis en panne d'idées**

Le pays n'est pas pour autant sauvé, (très) loin de là. L'équilibre est au contraire extrêmement fragile. « On a démolé des nœuds majeurs, mais l'embellie politique reste très relative », confirme Pascal Delwit. Surtout, estime le politologue, « il reste à voir comment les acquis de ces dernières années seront appréciés par les Belges. D'autant que ces avancées communautaires arrivent avec un certain retard par rapport au moment où les revendications ont été émises. C'est toujours le cas. Or

quelque part, le mouvement est déjà un cran plus loin. » Une manière de dire que même si la campagne porte surtout, jusqu'ici, sur les enjeux socioéconomiques, le scrutin de mai 2014 est bel et bien crucial pour le pays.

« C'est un euphémisme, précise le politologue. Le 25 mai, la question qui se pose, c'est : la Belgique est-elle encore possible, ou non ? Si la N-VA, le Vlaams Belang et ce



Pascal Delwit, politologue à l'ULB (Cevipol). © ALAIN DEVEZ

qu'il reste de la Liste Dedecker recollent 45 % des voix, on sera à la limite du tenable pour l'espace fédéral belge. »

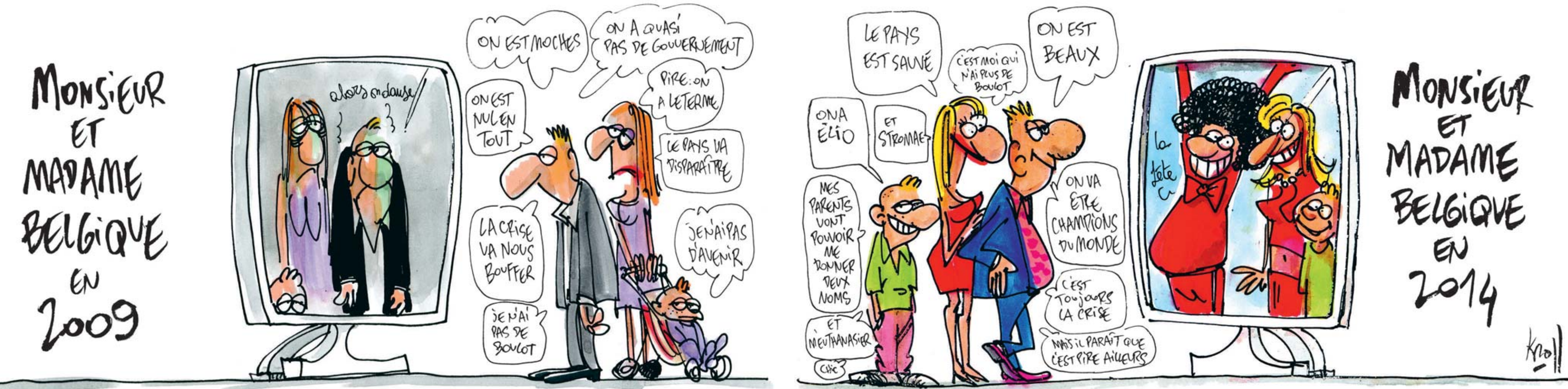
Malgré l'apparente sérénité communautaire, les nuages, porteurs d'orage, ne se sont jamais donc réellement éloignés de la Belgique. Et pour cause : la fracture Nord/Sud divise bien d'autres dossiers que l'institutionnel. La Flandre vote à droite, la Wallonie à gauche, les oppositions se marquent donc aussi sur tous les dossiers socioéconomiques : chômage, (pré)ensions, compétitivité, indexation... L'un des dossiers les plus emblématiques, à cet égard, de la différence de réalité et de perception de part et d'autre de la frontière linguistique, fut peut-être celui de la rémunération des élites politiques nationales impuissantes face aux crises sociales, économique, écologique... Les formations politiques belges ne font pas exception, incapables, ces dernières années, d'apporter des réponses nouvelles aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. ■

V.L.A.



**Qui sont les Belges qui illustrent ce dossier ?**

Nos photographes, Bruno D'Alimonte et Tracy Wilmus, ont sillonné le pays. Le résultat de ce périple ? Les portraits qui traversent ce supplément. Et le sentiment qui les anime actuellement : Allez-vous mieux qu'il y a 5 ans ? C'est aussi leurs témoignages vidéo sur notre site : [http://live.lesoir.be/Event/Barometre\\_des\\_Belges](http://live.lesoir.be/Event/Barometre_des_Belges)



## démocratie L'engagement citoyen reste fort, la mobilisation est toujours très faible

Est-ce que les citoyens dans tout ça ? L'engagement dans une démocratie représentative passe, d'abord et avant tout, par la participation aux élections. A cet égard, la Belgique affiche un score élevé, et pour cause : le vote y est obligatoire. « Et la pression civique pour se rendre dans l'isoloir reste forte », relève Emilie Van Haute, professeur de sciences politiques à l'ULB (Cevipol).

Reste qu'en 2012, près d'un électeur sur six a boudé le scrutin communal, un record. Dans une étude publiée dans la revue flamande *Sampol (Société et politique)*, Filip De Maesschalck (université d'Anvers) décortique les chiffres : plus d'un million d'électeurs n'ont pas participé aux

élections : 333.514 ont voté blanc ou nul, 818.989 ne se sont tout simplement pas déplacés. « C'est un phénomène surtout urbain », décortique la chercheuse du Cevipol. De fait : 11,5 % des Flamands n'ont pas exprimé leur voix, pour 18,1 % des Wallons... et 21,9 % des Bruxellois ! Et, dans toutes les Régions, ce sont les villes (petites ou moyennes) qui affichent le taux de participation le moins élevé.

Une preuve de plus du fossé croissant entre le citoyen et les élus ? « Cela témoigne en tout cas d'une désaffection par rapport à la démocratie, chez une certaine partie des citoyens », estime Jean Faniel, directeur du Crisp.

Mais dans le même temps, la confiance envers la politique, loin

de s'éroder, s'est renforcée. Tim Reeskens (université de Tilburg) a décodé que l'European Social Survey - une enquête européenne sur les valeurs, menée tous les deux ans, qui mesure notamment la confiance dans les institutions, politiques ou autres. Résultat : après une chute vertigineuse entre 2006 et 2010, la confiance est revenue chez les citoyens, tant en Flandre qu'à Bruxelles et en Wallonie. Les trois Régions se classent respectivement 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> au classement européen, derrière les pays scandinaves mais devant l'Allemagne. Des perceptions corroborées par l'Eurobaromètre (lire pages 40 et 41).

Les citoyens sont par ailleurs plus nombreux que par le passé à

s'engager en politique, via l'affiliation à un parti. « Depuis le début des années 1980, le militantisme politique était en baisse, rappelle Emilie Van Haute. La tendance s'est inversée au début des années 2000 et, aujourd'hui, on a une relative stabilisation. Certains partis baissent, d'autres comme la N-VA, le PS ou Ecolo progressent. Les partis ont relancé leur recrutement, convaincus que, pour attirer l'électeur, il faut une base sociale. La Belgique a retrouvé un niveau de militantisme classique. » Lequel situe notre pays au 6<sup>e</sup> rang, sur les 27 pays de l'Union européenne.

Autre caractéristique belge : l'engagement social, via les syndicats. Dans le classement des pays par taux de syndicalisation, établi



Jean Faniel, directeur général du Crisp. © ALAIN DEVEZ

par l'OCDE, la Belgique pointe en 4<sup>e</sup> place (50,4 %), derrière la Scandinavie. La participation aux élections sociales est aussi très élevée (pages 40 et 41).

Pourtant, la mobilisation citoyenne reste, elle, relativement



Bruno Frère, maître de conférences à l'ULB. © DR.

discrète. Même au plus fort de la crise politique, les signes extérieurs de ras-le-bol ou d'inquiétude furent extrêmement limités. « Seuls les syndicats arrivent à faire descendre les gens dans la rue », relève Emilie Van Haute.

« En Belgique, il y a très peu de mouvements citoyens », renchérit Bruno Frère, maître de conférences à l'ULB, chercheur au FNRS (Sciences po, à Paris). Précisément parce que le syndicalisme reste fort. Il y a certes une galaxie d'associations militantes, mais elles restent microscopiques. Personne n'a, en Belgique, la capacité de fédérer les contestations. »

Pourtant, explique le sociologue, elles existent : lutte pour les sans-papiers, contre la réforme du chômage, pour l'accès au logement... « Mais tous les collectifs œuvrent d'abord dans l'urgence, pour défendre les personnes dans la précarité. Ils mettent toute leur énergie là-dedans. L'engagement contemporain subit la pression de la nécessité. »



Emilie Van Haute, professeur de sciences politiques à l'ULB. © DR.

Emilie Van Haute y voit aussi l'illustration du paradoxe de l'être humain, « très fort pour protester, beaucoup moins pour se bouger afin que cela change ». Se témoigne, aussi, la prétendue crise de la démocratie représentative,

qui suscite un certain désenchantement, mais très peu de réponses concrètes... « Il y a une série de gens qui veulent une autre démocratie, sans être nécessairement fichés sur le système actuel, même si certains le sont, constate Jean Faniel. C'est l'expression d'une déception par rapport à la politique, à la peine pour produire des réponses aux crises économiques, sociales ou écologiques. Les citoyens finissent par croire qu'avec le système actuel, les changements sont impossibles. »

Pourtant, très peu d'alternatives émergent. « Elles ne suscitent pas une grande mobilisation », concède le patron du Crisp. La preuve par le G1000, vaste panel citoyen qui a bien du mal à se maintenir, sur le long terme. « Et

ces initiatives citoyennes, qui émergent dans différents pays, sont toutes les mêmes : le G1000, ce sont les assemblées citoyennes du Canada ou We the citizens en Irlande. La Belgique n'est en rien novatrice », explique la chercheuse du Cevipol. Surtout, souligne-t-elle, « ces projets restent en marge de la démocratie représentative classique, avec laquelle ils ont bien du mal à s'articuler. »

Le même David Van Reybrouck a proposé, « pour remédier au syndrome de fatigue démocratique », de recourir au tirage au sort pour désigner des représentants du peuple. Une idée raillée par la classe politique ; à tort, a estimé Paul Magnette, y voyant « l'écho d'un vaste courant de réflexions entamées parmi les politologues

depuis une vingtaine d'années ». « On a aussi vu émerger de la démocratie participative, surtout à l'échelle locale, rappelle Jean Faniel. Mais ça reste limité : ces initiatives nouvelles ne touchent que certaines catégories de population. On reste dans des schémas classiques, notamment parce que des partis le souhaitent. » « La Belgique est une démocratie consociative ou consensuelle, conclut Emilie Van Haute. C'est-à-dire qu'il y a une forte délégation aux élites politiques, une forte encadrement de la vie sociale, et une relative passivité des citoyens. C'est caractéristique de la Belgique. » En d'autres termes : on papote beaucoup mais on ne se mobilise pas. Pas plus aujourd'hui qu'hier. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN